



Rapport annuel 2013

**UBS DIVERSIFIE
FCPE 4227**

SOMMAIRE

SYNTHESE DU FONDS AU 31/12/2013	5
OBJECTIFS ET POLITIQUE D'INVESTISSEMENT	6
PROFIL DE RISQUE ET RENDEMENT	6
GESTION FINANCIERE	7
EVOLUTION DE LA VALEUR LIQUIDATIVE	8
PERFORMANCES DU FONDS.....	8
ANALYSE DU RISQUE	8
ALLOCATION D'ACTIF.....	9
REPARTITION SECTORIELLE HORS OPCVM EN %	9
REPARTITION PAR NOTATION STANDARDS & POORS EN % DE L'ACTIF.....	9
REPARTITION PAR TRANCHE DE MATURETE EN % DE L'ACTIF	9
REPARTITION PAR TYPE D'EMETTEUR EN % DE L'ACTIF	9
CONJONCTURE MONDIALE 2013 – PERSPECTIVES 2014	10
AUTRES INFORMATIONS	15
EXERCICE DES DROITS DE VOTE	16
POURCENTAGE OPCVM INTERNE	19
ACTIF MOYEN	19
TABLEAU RECAPITULATIF DES FRAIS FACTURES AU COURS DU DERNIER EXERCICE	19
ETATS FINANCIERS	21
RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES	22
BILAN ACTIF AU 31/12/2013 EN EUR	24
BILAN PASSIF AU 31/12/2013 EN EUR.....	25
HORS-BILAN AU 31/12/2013 EN EUR	26
COMPTE DE RESULTAT AU 31/12/2013 EN EUR	27
REGLES ET METHODES COMPTABLES	28
EVOLUTION DE L'ACTIF NET AU 31/12/2013 EN EUR.....	31
COMPLEMENTS D'INFORMATION	32

SYNTHESE DU FONDS AU 31/12/2013

▶ **Date de 1ère VL :** 19/05/1993

▶ **Durée recommandée de placement :**
> 5 ans

▶ **Forme juridique :** FCPE

▶ **Fonds multi-parts :** NON

▶ **Classification AMF :** Diversifié

▶ **N°AMF :** FCE19920161

▶ **Devise :** Euro

▶ **Commissaire aux comptes :**
AUECO

▶ Chiffres Clés

▶ **Actif net du portefeuille :**
0,65 M€

▶ **Valeur liquidative de la part :**
3,299 €
+ haut sur 12 mois : 3,299 €
+ bas sur 12 mois : 3,063 €

▶ **Fréquence de valorisation :**
Quotidienne en cours de clôture

▶ **Valorisateur :** Humanis Gestion d'Actifs

▶ **Société de gestion :**
HUMANIS GESTION D'ACTIFS
139/147 rue Paul Vaillant Couturier
92240 Malakoff - 01 46 84 36 36
www.interexpansion.fr

OBJECTIFS ET POLITIQUE D'INVESTISSEMENT

Description des Objectifs et de la politique d'investissement :

Le Fonds Commun de Placement d'Entreprise (FCPE) « **UBS DIVERSIFIE** », de classification « **Diversifiés** » a pour objectif de gestion d'obtenir, sur la durée de placement recommandée, une performance au moins égale à celle de son indicateur de référence.

L'indicateur de référence du FCPE est l'indice composite suivant :

1. Pour la partie « Taux » :
 - 35% EURO MTS 5-7 ans (indice - coupons réinvestis/ cours de clôture - composé d'obligations d'Etat de la zone euro à taux fixe d'une durée comprise entre 5 et 7 ans) ;
 - 15% EONIA (Indice monétaire au jour le jour de la zone euro) ;
2. Pour la partie « Actions » :
 - 35% EUROSTOXX 50 (indice - dividendes non réinvestis/ cours de clôture - représentatif des 50 plus importantes capitalisations du marché actions de la zone euro ;
 - 15% MSCI WORLK, ex EMU libellé en euros (indice - dividendes non réinvestis / cours de clôture - des marchés mondiaux hors zone euro).

Caractéristiques essentielles de l'OPCVM :

la stratégie d'investissement consiste à appliquer la stratégie d'allocation globale d'UBS à travers neuf sous-classes d'actifs et obligations mondiales.

A ce titre le FCPE gère de façon discrétionnaire, dans le respect des ratios prévus par la réglementation, des actifs financiers français ou étrangers (valeurs mobilières et instruments financiers à terme). Le FCPE pourra être exposé à un risque de change. Le fonds sera investi à plus de 20 % dans d'autres OPCVM

L'actif du FCPE sera exposé entre 10 et 60 % en obligations, entre 10 et 60% en actions de pays de la zone euro, entre 10 et 40 % en actions de pays du reste du monde et entre 5 % et 35 % en produits monétaires.

Les sous-classes d'actifs sont actions de pays de la zone euro, actions US, obligations US, actions internationales hors USA, obligations internationales hors USA, actions de pays émergents, obligations de pays de la zone euro, obligations de pays émergents et obligations à haut rendement

Le fonds est principalement investi en produit de taux libellés en euro : obligations et titres de créances à taux fixes et/ou à taux variables et/ou indexées et/ou convertibles. Les titres de créances négociables et obligations ayant une notation inférieure à BBB- (Standard & Poor's), Baa3 (Moody's) et BBB- (Fitch) ou n'ayant pas de notation ne représenteront pas plus de 10% de l'actif net du fonds.

Le FCPE peut intervenir sur les marchés réglementés, organisés et de gré à gré via des instruments financiers à terme, afin de couvrir ou d'exposer le portefeuille au marché de taux et d'actions.

Affectation des revenus : Capitalisation

Durée de placement recommandée : 5 ans

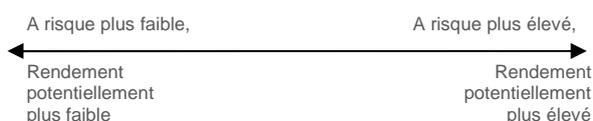
Cette durée ne tient pas compte de la durée de blocage de votre épargne ou de départ à la retraite – sauf cas de déblocage anticipés prévus par le code du travail -.

Recommandation : « *Ce FCPE pourrait ne pas convenir aux investisseurs qui prévoient de retirer leurs apports avant la durée de placement recommandée de 5 ans.* ».

Périodicité de calcul de la valeur liquidative et faculté d'obtenir le rachat sur demande : elle est calculée quotidiennement en divisant l'actif net du FCPE par le nombre de parts émises sur la base des cours de clôture de chaque jour de Paris (selon le calendrier officiel d'Euronext – Paris SA), à l'exception des jours fériés au sens de l'article L. 3133-1 du Code du Travail.

Les souscriptions et les rachats sont effectués à cours inconnu et sont centralisés le jour de valeur liquidative (J) avant J-1 23h59 pour un ordre par Internet et J-1 12h pour un ordre papier, pour exécution sur la base de cette valeur liquidative (J) et enregistrement en compte.

PROFIL DE RISQUE ET RENDEMENT



➤ Les données historiques, telles que celles utilisées pour calculer l'indicateur synthétique, pourraient ne pas constituer une indication fiable du profil de risque futur de l'OPCVM. La catégorie de risque associée à ce FCPE n'est pas garantie et pourra évoluer dans le temps.

➤ La catégorie la plus faible ne signifie pas « sans risque ». Le FCPE est classé dans la catégorie 4. Cette classification a été déterminée à partir de l'amplitude des variations de la valeur liquidative constatée sur cinq années.

Le niveau de risque de ce fonds reflète principalement le risque et le niveau de volatilité des marchés actions et taux sur lesquels il est investi.

Les risques suivants non pris en compte dans l'indicateur peuvent avoir un impact à la baisse sur la valeur liquidative du fonds :

➤ **risque de crédit :** il s'agit du risque de baisse de la qualité de crédit d'un émetteur monétaire ou obligataire ou de défaut de ce dernier. La valeur des titres de créance de cet émetteur peut alors baisser entraînant une baisse de la valeur liquidative.



Gestion financière

EVOLUTION DE LA VALEUR LIQUIDATIVE

Evolution de la VL (Base 100)



PERFORMANCES DU FONDS

PERFORMANCES CUMULEES (en %)

	2013	3 ans	5 ans
UBS DIVERSIFIE	7,70	4,04	30,55
Indice de référence			

PERFORMANCES ANNUALISEES (en %)

	2013	3 ans	5 ans
UBS DIVERSIFIE	7,70	1,33	5,48
Indice de référence			

PERFORMANCES ANNUELLES (en %)

	2013	2012	2011	2010	2009	2008
UBS DIVERSIFIE	7,70	9,20	-11,54	9,16	14,96	-19,78
Indice de référence						

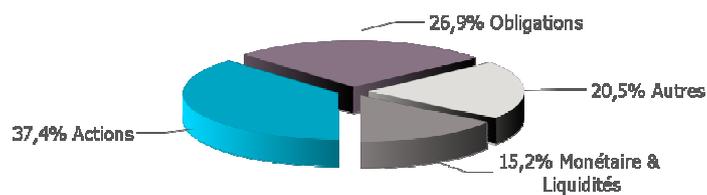
Les chiffres cités ont trait aux années écoulées. Les performances passées ne sont pas un indicateur fiable des performances futures.

ANALYSE DU RISQUE

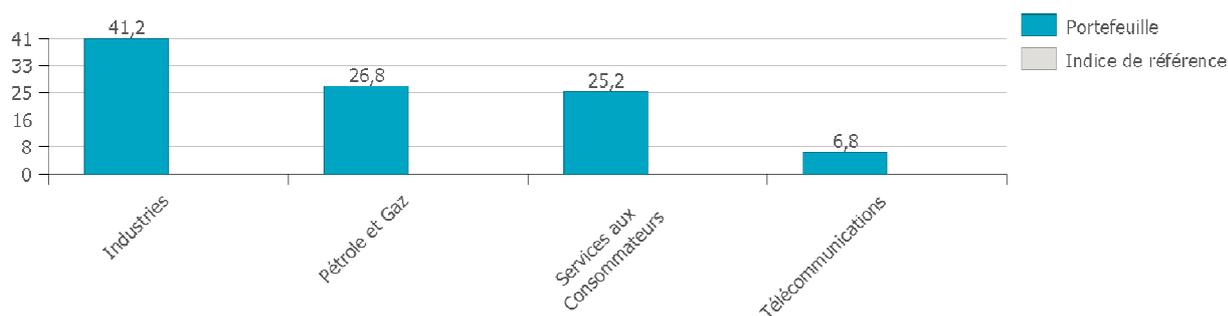
RATIO DE RISQUE

	1 an	3 ans	5 ans
Volatilité annualisée			
Portefeuille (en %)	3,95	6,16	6,49
Indice de référence (en %)			
Tracking error (en %)	0,00	0,00	0,00
Ratio de Sharpe	1,95	0,15	0,79
Ratio d'information			

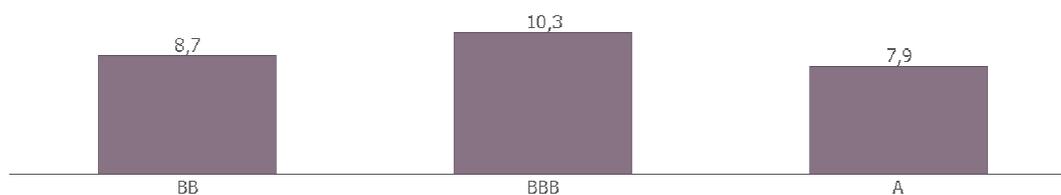
ALLOCATION D'ACTIF



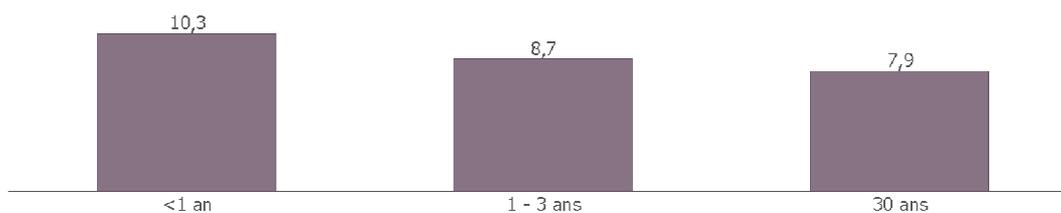
REPARTITION SECTORIELLE HORS OPCVM EN %



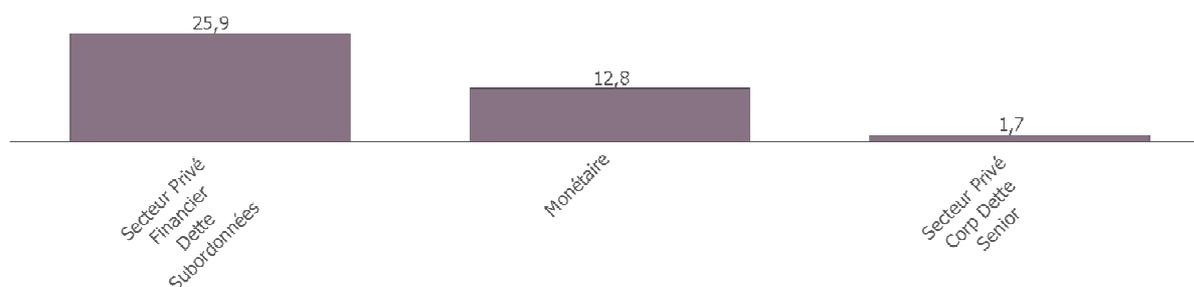
REPARTITION PAR NOTATION STANDARDS & POORS EN % DE L'ACTIF



REPARTITION PAR TRANCHE DE MATURITE EN % DE L'ACTIF



REPARTITION PAR TYPE D'EMETTEUR EN % DE L'ACTIF



► 2013 : Du mieux

La situation économique de la **zone euro** s'est améliorée progressivement tout au long de l'année et la crainte d'une crise systémique a été écartée. La récession est passée. La production industrielle a atteint en novembre sa plus forte hausse depuis mai 2010. C'est la production de biens d'équipement qui remporte la palme avec une hausse de 3%. Vient ensuite la fabrication de biens de consommation durables avec une progression de 2%. Le secteur automobile reprend des couleurs. Plus globalement, les indicateurs d'activité sont bien orientés en fin d'année.

Le chômage reste élevé à 12,1% de la population active. Il concerne 19 millions d'européens. Mais, de très grandes disparités entre les pays membres persistent. La Grèce et l'Espagne culminent avec des taux à 27% alors que l'Allemagne et l'Autriche sont en situation de quasi plein-emploi.

Le moteur européen reste l'**Allemagne**, soutenue par la dynamique du commerce extérieur. Les indicateurs sont rassurants, la production poursuit sa tendance haussière, les salaires progressent et l'investissement repart. Reste la consommation interne à stimuler. Les revalorisations salariales n'ont toujours pas donné envie aux ménages allemands de dépenser davantage. Pour autant, en fin d'année le moral des ménages est à son plus haut niveau depuis six ans – soutenu par la stabilité du marché de l'emploi. La réélection d'Angela Merkel a, par ailleurs, rassuré et laisse présager la poursuite des discussions dans le bon sens, en particulier en ce qui concerne l'union bancaire. **L'Espagne** a enfin réussi à sortir la tête de l'eau après avoir été plongée pendant deux ans dans la récession. Au troisième trimestre 2013, elle enregistre une croissance de 0,1% de son PIB (T/T). La production industrielle repart. Dans ce contexte d'amélioration graduelle, La **France** fait cavalier seul et semble décrocher à partir du second trimestre. La confiance des entreprises n'est pas au beau fixe et l'investissement recule pour la deuxième année consécutive. En fin d'année, le taux de chômage atteint 11% de la population active. 3,3 millions de personnes sont donc au chômage à temps complet. La croissance est restée atone et devrait plafonner à 0,1% sur 2013.

La Banque Centrale Européenne (BCE) s'est montrée vigilante tout au long de l'année et a répété à l'envie qu'elle serait prête à intervenir rapidement si la situation venait à se dégrader. Pour l'instant, elle s'est cantonnée à des effets d'annonce. Mais, le risque de déflation est venu plomber l'ambiance. L'indice des prix à la consommation reste très faible à 0,8% en décembre. L'Espagne et le Portugal enregistrent une inflation proche de zéro (respectivement 0,3% et 0,1%).

Aux Etats-Unis, la croissance a été crescendo de 1,8% au premier trimestre en rythme annualisé à 4,1% au troisième trimestre. Les coupes automatiques enclenchées en mars ainsi qu'une pression fiscale plus soutenue n'ont pas altéré la dynamique économique. Même la fermeture des agences fédérales mi-octobre, faute d'accord au Congrès sur le budget 2014, n'a en rien perturbé le moral des ménages. Le marché de l'immobilier est resté bien orienté en dépit de la hausse des taux hypothécaires, les prix des logements poursuivent leur reprise (plus de 10% en glissement annuel).

Compte tenu de l'amélioration économique, **la Réserve Fédérale**, c'est-à-dire la Banque Centrale américaine, a décidé de ralentir à partir de janvier 2014 ses injections de liquidités sur les marchés obligataires.

En Chine, la croissance du PIB a enregistré une croissance de 7,7% en 2013. Elle reste donc stable par rapport à l'année précédente mais demeure à un plus bas depuis treize ans. L'activité devient moins dynamique mais le gouvernement chinois cherche avant tout à rééquilibrer la croissance au profit de sa demande intérieure. L'objectif à terme étant d'être moins dépendante de son commerce extérieur. Au troisième trimestre, une politique de soutien a été menée pour réactiver l'activité locale

qui manquait d'entrain depuis le début de l'année. Ces mesures visaient à accélérer notamment l'investissement dans les infrastructures et à suspendre la fiscalité des petites entreprises pour préserver l'emploi. Pari gagnant, l'économie est passée d'une croissance de 7,5% début 2013 à 7,8% fin 2013.

Le Japon a entamé un tournant décisif dans sa politique économique. Le nouveau premier Ministre Shinzo Abe lance un plan de relance sans précédent. A cela s'ajoute une politique monétaire très agressive menée par la banque centrale du Japon visant à la dévaluation du yen et à la sortie de plus de quinze ans de déflation. En 2013, l'indice des prix à la consommation passe en territoire positif. La confiance repart. Mais reste la nécessité de revaloriser les salaires pour relancer la consommation privée.

► 2014 : Belles perspectives

La croissance aux **Etats-Unis** va se poursuivre et s'établir à 3% en glissement annuel. Les ménages se sont désendettés et sont prêts à dépenser davantage. Les entreprises ont reconstitué leurs marges qui atteignent des niveaux très rassurants en ce début d'année. Ainsi, les deux composantes principales du PIB, c'est-à-dire la consommation privée et l'investissement des entreprises devraient rester dynamiques ce qui laisse de belles marges de manœuvre pour une sortie progressive et sans heurts sur les marchés financiers de la politique ultra-accommodante de la Fed. Ainsi, l'économie américaine restera le moteur de la croissance mondiale entraînant dans son sillage les pays les plus dynamiques à l'export.

Ce sera le cas de l'**Allemagne** qui devrait continuer de tirer son épingle de jeu en zone euro. Mais, sa capacité à consommer sera mise à l'épreuve en 2014. Elle est nécessaire pour soutenir ses partenaires européens qui viennent tout juste de sortir la tête de l'eau. Gageons que la stabilité du marché de l'emploi soutienne la consommation privée d'autant que les taux d'intérêt toujours bas n'incitent pas à l'épargne.

En France, tout se passera du côté de l'offre. François Hollande tente à travers son pacte de responsabilité et les baisses de charges patronales induites, de relancer la machine économique par les entreprises. En économie, ce n'est pas tant l'ampleur de la mesure que le déclic qu'elle déclenche qui fait la différence. Après deux ans le recul de l'investissement, l'appareil productif doit se renouveler. Pour autant, dans un climat de morosité inquiétant, le manque de confiance risque encore de peser durablement sur les comportements de dépenses et sur les projets d'investissement. Alors que la France devrait tenter à tout prix de profiter de la reprise mondiale, elle risque sur fond d'élections municipales et européennes de se détourner de l'urgence économique.

Les pays périphériques devraient progressivement renouer avec la croissance. Mais, la progression du PIB sur l'ensemble **zone euro** restera modérée en 2014.

La Chine dispose d'une croissance potentielle encore élevée. Pour s'assurer de la stabilité sociale, le gouvernement devra œuvrer pour une meilleure rentabilité des entreprises publiques qui peinent à faire face à la concurrence des pays voisins et leur main d'œuvre très bon marché. La Chine doit opérer, pour ce faire, une montée en gamme dans sa production. Le développement du « shadow banking » déstabilise le secteur financier local qui nécessite un plus grand contrôle et une plus grande transparence.

► Les marchés de taux 2013

Sur les quatre premiers mois de l'année, plusieurs éléments ont favorisé la baisse des taux longs « core ». Tout d'abord, les difficultés rencontrées en Italie pour former un nouveau gouvernement après les élections législatives de février 2013. Ensuite, la crise financière Chypriote qui a nécessité un plan de sauvetage européen de 17 Mds€ dont une partie ponctionnée directement sur les avoirs détenus sur les comptes bancaires locaux. Enfin, l'annonce par la Banque du Japon d'une injection record de liquidités a également favorisé la baisse des taux. A cela s'ajoute la baisse du taux directeur européen de 25 bp (il passe de 0,75% à 0,50%) début mai, dans un contexte économique difficile en Europe.

Ainsi, le taux à 10 ans français qui avait débuté l'année à 2% s'inscrit à 1,66% début mai. Il s'agit de son plus bas historique.

A partir du mois de mai, la Réserve Fédérale (Fed) américaine, qui constate une amélioration de la conjoncture Outre-Atlantique ainsi qu'une amélioration du marché de l'emploi, indique qu'elle souhaite réduire le montant des injections de liquidités. Depuis décembre 2012, la Fed achète chaque mois 45 Mds\$ de Bonds du Trésor ainsi que 40 Mds\$ de titres de créances hypothécaires. L'annonce d'une simple réduction à venir de ce montant d'achat a suffi pour que le marché anticipe, à tort, un changement brutal de la politique monétaire américaine. En conséquence, les taux longs américains montent fortement. Le taux à 10 ans américain passe de 1,63% en mai à 3% début septembre. Il entraîne dans son sillage les taux longs européens. Le taux à 10 ans français passe de 1,66% début mai à 2,63% début septembre. Les taux longs périphériques vont également remonter mais de façon encore plus marquée, le marché craignant que les actifs risqués soient pénalisés par un assèchement des injections de liquidités de la banque centrale américaine. De la même façon, les obligations privées, en particulier les plus mal notées, vont voir leur valorisation se dégrader.

Face à la sur-réaction des marchés de taux et dans un contexte politique tendu par la recherche d'un compromis budgétaire au Congrès, la Fed décide finalement de ne rien faire et de maintenir à l'identique ses achats d'actifs lors de la réunion de politique monétaire du 19/09. L'autorité monétaire souhaite se donner le temps d'expliquer aux marchés qu'elle maintiendra les taux directeurs à de très bas niveaux le temps nécessaire. Les taux longs retracent alors une partie de la hausse précédente et la tension disparaît pour les obligations privées et périphériques dont les spreads vont se resserrer continuellement jusqu'en fin d'année.

En Europe, si la sortie de récession est actée, il n'en demeure pas moins que la croissance économique est faible. Autre sujet d'inquiétude, l'inflation baisse et est passée sous la barre des 1% en octobre. La BCE décide donc de baisser une nouvelle fois début novembre son taux directeur de 25 bp pour le fixer à 0,25%.

C'est finalement lors de la réunion de politique monétaire du 17/12 que la Fed annonce une baisse de 10 Mds\$ du montant des achats d'actifs qui passe donc de 85 à 75 Mds\$/mois. Les chiffres économiques, particulièrement favorables (+4,1% de croissance du PIB au T4 contre 2,5% attendus par les économistes, taux de chômage à 7%) rendaient le statu quo de plus en plus difficile à tenir. Les taux longs américains s'orientent de nouveau à la hausse, le taux à 10 ans terminant l'année à 3,03%. Ils entraînent dans leur sillage les taux européens. Le taux 10 ans français termine l'année à 2,56%, en hausse de 0,56% sur l'année. Néanmoins, contrairement au printemps, l'action de la Fed n'a pas entraîné de « flight to quality ». Les spreads périphériques et crédits ont continué à s'orienter à la baisse jusqu'en fin d'année, pour finir à un plus bas.

Ainsi, en 2013, les taux des obligations souveraines périphériques ont nettement baissé alors que les taux des pays « core » ont monté dans le sillage des taux américains.

En termes de performance, l'indice EuroMTS 5-7 ans, représentant l'ensemble des pays de la zone euro, affiche une performance de 3,61% en 2013 avec des différences de performance par pays

importantes : les obligations des pays core affichent des performances proches de 0%, voire négatives alors que celles des pays périphériques affichent des performances nettement positives (France : +0,2%, Allemagne : -1,3%, Italie : +6,4%, Espagne : +13,2%, Portugal : +12%, Irlande : +8,6%).

Le marché des obligations privées est également à appréhender en fonction de la nationalité de l'émetteur. Les obligations privées « core » ont surperformé celui des obligations souveraines « core » alors que les obligations privées périphériques ont sous-performé les obligations souveraines périphériques. Et comme en 2012, ce sont les notations les plus basses qui ont affiché les meilleures performances.

Perspectives 2014 : L'amélioration de la conjoncture américaine devrait permettre à la Fed de poursuivre la baisse du montant des achats d'actifs de façon régulière. Dans ce contexte, les taux longs américains devraient poursuivre leur remontée en 2014. Ils entraîneront dans leur sillage les taux longs européens « core » mais de façon plus modérée. La BCE va conserver les taux directeurs à leur niveau actuel (0,25%) durant toute l'année 2014 ce qui conduira à une pentification de la courbe des taux. Les taux longs périphériques devraient profiter du raffermissement de la croissance en zone euro ainsi que de l'avancée de l'Union Bancaire européenne. Ces pays conservent donc un potentiel de resserrement des spreads face à l'Allemagne mais d'une moindre ampleur que le mouvement de 2013 et une vulnérabilité plus forte à l'actualité. De la même façon, les obligations privées devraient également profiter du retour de la croissance et de rendements plus attractifs que les obligations souveraines mais avec des perspectives de surperformance plus faibles que l'année dernière.

► Les marchés actions 2013

Hausse quasi généralisée en 2013 sur les marchés actions mondiaux. Wall Street mène la danse, les indices actions américains cassent des plus hauts historiques à l'occasion de 51 séances de cette année faste ! Le Dow Jones progresse de 26,5%, le Nasdaq de 38%. Au Japon, le Nikkei n'est pas en reste, bénéficie de la politique monétaire ultra accommodante de la banque du Japon et prend 57% en monnaie locale (ce qui, en raison de la dépréciation concomitante marquée du yen sur l'année, représente un gain de 24% en euros). Les bourses émergentes sont à la peine, en particulier le Brésil -15% en monnaie locale (et -29% en euros), le Mexique -7% en euros, Shanghai -8%, la Thaïlande -16%, l'Indonésie -25%...

L'Eurostoxx50 progresse de 18% (DAX en tête +25,5%, IBEX espagnol de manière quelque peu surprenante +21,4%, CAC +18%, FTSE MIB italien +16,6%).

Ce sont une fois de plus les injections massives de liquidités et l'omniprésence des banques centrales qui ont soutenu la hausse, en maintenant les chiffres de croissance économique sur une trajectoire convalescente :

- en particulier Ben Bernanke de la Fed, qui aura excellé dans ses exercices de communication avec les marchés, avant de passer la main début 2014 à Janet Yellen. Dans la lignée de son 3^{ème} round d'injections de liquidités (« Quantitative Easing ») depuis septembre 2012 (85 milliards par mois), il a finement préparé les investisseurs à un passage à 75 milliards d'injections par mois à partir de janvier 2014 (le fameux « tapering », dont les médias ont tant parlé) en soulageant les craintes générales exprimées en juin, permettant en décembre aux indices américains de clôturer au plus haut d'une année déjà faste.
- Haruhiko Kuroda ensuite, de la Bank of Japan, qui a mis en application le programme de doublement de la masse monétaire en 2 ans du premier ministre Abe. Force est de constater qu'à ce stade les investisseurs ont pleinement goûté à cet exercice. Le Yen a lui, dans le même temps, été dévalué de plus de 20%, ce qui ressemble à une guerre des monnaies qui ne dit pas son nom.
- Mario Draghi enfin, qui aura lui réussi le tour de force de ramener la confiance sur l'euro et la zone euro, à force de promesses et d'assurances répétées, mais jusqu'ici qui n'auront pas eu besoin

d'être suivies d'actions concrètes (hormis une baisse des taux directeurs en novembre). Avec une Bundesbank toujours très vigilante, difficile de pouvoir recourir à l'arme monétaire, même si Draghi a explicitement maintes fois répété qu'il se tenait prêt si besoin à toute éventualité. Mais puisque la pression sur les dettes d'état italiennes et espagnoles est retombée de plusieurs crans tout au long de 2013, il n'y aura pas eu besoin de faire plus.

La progression des cours en 2013 a essentiellement été la résultante d'une hausse des multiples de valorisation. Les sociétés américaines affichent toujours une croissance des bénéfices (même si celle-ci ralentit), soutenue par un strict contrôle des coûts et des marges. C'est moins vrai en zone euro, dans laquelle les profits stagnent en masse une année supplémentaire, l'économie européenne contrastée sortant juste d'une situation de récession en cours d'année. Enfin, les opérations de fusion-acquisition, en reprise sensible globalement, auront dynamisé le marché, de même que les opérations d'introduction de nouvelles sociétés en bourse.

Au sein des grandes typologies sectorielles de l'Eurostoxx50, on constate des évolutions contrastées : les financières mènent la danse (+26%) en profitant en particulier de la progression des compagnies d'assurance (+33%), devant les cycliques (+20%), avec en particulier l'automobile en plein boom (+36%). Comme en 2012, les pétrolières (+8%) et les défensives (+11%) sont à la traine (l'agroalimentaire et les services aux collectivités ayant sous-performé à +7 et +9% « seulement »). Le baril de pétrole se maintient à des niveaux élevés, le Brent clôture l'année à 110,8\$ en progression de 6,7 dollars sur l'année. L'euro/dollar s'est lui renforcé à la marge à 1,38 \$/€ (en progression de plus de 4%).

AUTRES INFORMATIONS

Information sur les critères environnementaux, sociaux et de qualité de gouvernance (ESG)

A l'appui du Décret n°2012-132 du 30 janvier 2012, pris en application de l'article 224 de la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 et repris à l'article L533-22-1 du code monétaire et financier, Humanis Gestion d'Actifs met à la disposition des souscripteurs, une information sur les modalités de prise en compte dans leur politique d'investissement des critères relatifs au respect d'objectifs ESG.

Cet OPCVM ne prend pas en compte les critères ESG dans sa politique d'investissement, tel que détaillé sur notre site internet (<https://www.interexpansion.fr/gestion-financiere/notre-gestion-isr/processus-investissement.html>).

En revanche, Humanis Gestion d'Actifs a mis en place un outil unifié de mesure des critères Environnementaux, Sociaux et de Gouvernance pour l'ensemble des fonds gérés sous sa responsabilité, qu'ils adoptent une Politique d'Investissement Socialement Responsable (ISR) ou non.

Humanis Gestion d'Actifs a ainsi développé depuis 2002 des outils d'analyse et de reporting de la gestion socialement responsable en utilisant des critères ESG.

Les actions sont notées par le score ESG, issu des notes E S et G attribué à chaque émetteur actions. Les obligations sont évaluées par le pourcentage du fonds investi dans des émetteurs évalués comme contribuant significativement 1) à la lutte contre le changement climatique ou 2) à l'amélioration de la santé dans le monde. Les Etats sont également évalués pour leur performance E S ou G. Les résultats sont directement accessibles au gérant qui est donc sensibilisé en permanence aux critères E, S et G et évalués en temps réel. Cet outil permet un suivi interne de la performance ESG de l'OPCVM.

Politique de sélection et évaluation des intermédiaires

Conformément au Règlement Général de l'AMF, Humanis Gestion d'Actifs établit et met en oeuvre une politique de sélection et d'évaluation des intermédiaires intervenant au titre du service d'exécution des ordres et du service d'aide à la décision d'investissement, dont les principes sont affichés sur le site internet de la société dans la rubrique ' mentions légales '.

Service d'aide à la décision d'investissement

Conformément à l'article 314-75-1 du Règlement Général de l'AMF, Humanis Gestion d'Actifs établit et met en oeuvre une politique de sélection et d'évaluation des intermédiaires.

Dans le cadre de la gestion de cet OPCVM, Humanis Gestion d'Actifs a recours à des services d'aide à la décision d'investissement selon le mécanisme de la commission partagée. Conformément à l'article 314-75-1 du Règlement Général de l'AMF, il est précisé que le compte rendu relatif aux frais d'intermédiation ainsi que la politique d'Humanis Gestion d'Actifs en la matière sont disponibles sur le site internet de la société sur le lien <https://www.interexpansion.fr/qui-sommes-nous/une-societe-de-gestion-responsable.html>. Conformément au Règlement Général de l'AMF, Humanis Gestion d'Actifs établit et met en oeuvre une politique de sélection et d'évaluation des intermédiaires intervenant au titre du service d'exécution des ordres et du service d'aide à la décision d'investissement, dont les principes sont affichés sur le site internet de la société dans la rubrique ' mentions légales '.

EXERCICE DES DROITS DE VOTE

En conformité avec l'article L533-4 du code monétaire et financier, et avec la réglementation AMF, nous avons exercé les droits de votes sur les titres détenus par l'OPCVM, lors des Assemblées Générales qui ont eu lieu en 2013.

Notre politique de vote a été établie dans l'intérêt des porteurs de part, à partir des recommandations générales de l'AFG publiées en 2013 sur le gouvernement d'entreprise. Toutefois, sur de nombreux points, l'intérêt spécifique de l'actionnaire minoritaire et de l'épargnant salarié a été pris en compte pour être plus exigeant vis-à-vis des entreprises.

► Principes généraux de vote

Humanis Gestion d'Actifs souhaite voter pour chaque titre détenu en portefeuille, quel que soit le nombre de titres détenus. La politique de vote est disponible sur www.interexpansion.fr.

Le vote est exercé pour les sociétés dont le siège social est en France. Nous développons progressivement le vote sur l'étranger. Le vote est effectué en direct et n'est pas délégué à un cabinet de conseil en droit de vote. Humanis Gestion d'Actifs ne prête pas les titres (actions) qu'elle détient en portefeuille et n'est pas concerné par la problématique du rapatriement des titres prêtés lors des assemblées générales. Humanis Gestion d'Actifs adapte son analyse aux situations spécifiques dans l'intérêt de l'actionnaire ou du porteur de part d'OPCVM.

Humanis Gestion d'Actifs est favorable au principe «une voix-une action-un dividende». Humanis Gestion d'Actifs s'abstient (ce qui revient à voter contre) sur les résolutions pour lesquelles elle juge ne pas avoir l'information suffisante.

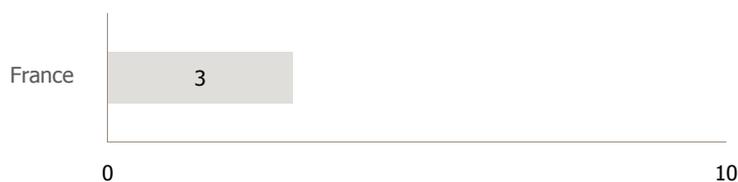
► Evolution et comparaison des votes depuis 2004

Comme le montre le tableau suivant, l'exercice des droits de vote en 2013 a montré un maintien du degré d'exigence d'Humanis Gestion d'Actifs en matière de gouvernance d'entreprise (25,53 % de votes négatifs). Ce taux de 25,53% est supérieur au taux moyen de vote négatif des recommandations de l'AFG (18% en 2012) et à fortiori au taux de vote négatif réel dans les assemblées (5% en 2013 pour le CAC 40).

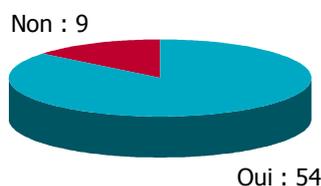
Date	Nombre d'AG	Nombre de résolutions	Total votes contre	% votes contre
2004	76	1347	143	10,60%
2005	135	2382	359	15,10%
2006	95	1413	285	20,20%
2007	148	2406	593	24,60%
2008	138	2256	556	24,60%
2009	99	1796	437	24,33%
2010	106	1901	526	27,67%
2011	116	2073	563	27,16%
2012	103	1694	445	26,27%
2013	103	1641	419	25,53%

► Statistiques de vote du fonds

• Répartition géographique des assemblées générales votées en 2013

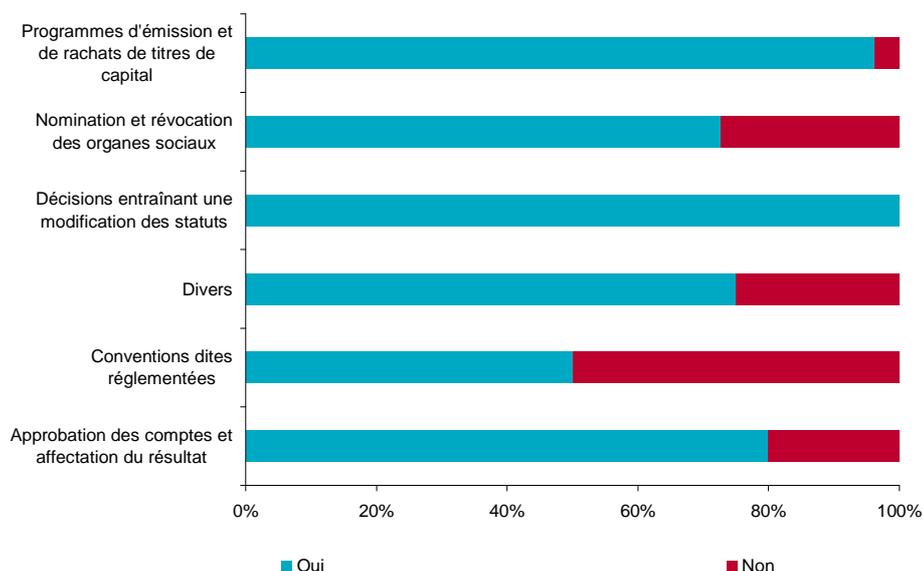


• Décompte des résolutions par vote en 2013



• Répartition par catégorie de résolution (AMF)

Conformément à la typologie AMF, le graphique ci-dessous résume les différents types de votes négatifs ou abstention. Les deux types de résolutions engendrant le plus grand nombre de votes négatifs sont les programmes d'émission et de rachats de titres de capital (augmentations de capital dilutives et rachats d'actions) et la nomination et révocation des organes sociaux (élection des administrateurs). Les modifications de statut, bien que rares, sont souvent refusées par notre politique de vote. Elles concernent souvent des questions relatives aux droits de vote ou à la limite d'âge des dirigeants. Nous sommes très attentifs au renouvellement des mandats des commissaires aux comptes (trop faible rotation des commissaires aux comptes affaiblissant l'indépendance).



► Les AG phares de la saison 2013

- EADS : Assemblée générale extraordinaire favorisant la sortie du capital de Lagardère, ouvrant davantage le flottant au public et instaurant une limitation d'acquisition à 15% du capital ou des droits de vote.
- Heineken : Attribution d'actions exceptionnelle pour le directeur général et le directeur des opérations fortement contestée par les actionnaires minoritaires.
- Publicis Groupe : Premier vote sur le rapport des rémunérations en France.
- Safran : Maintien des engagements postérieurs à l'emploi de M. Herteman malgré le rejet des conventions réglementées en 2012 par les actionnaires (dont l'Etat).
- Schneider Electric : Retour au cumul des fonctions de PDG (transformation du conseil de surveillance en conseil d'administration).
- Siemens : Opération de distribution d'un dividende en actions OSRAM (filiale structurellement en perte).

► Les résolutions externes déposées par les actionnaires

Humanis Gestion d'Actifs a voté pour les 8 résolutions externes suivantes :

Société	Type de résolutions
GDF Suez	Réduction du dividende (demande d'un FCPE d'actionnariat salarié)
Safran	Demande de désignation d'un administrateur salarié représentant les salariés français
Safran	Proposition alternative de dividende (0,77 euros proposé contre 0,96 euros).
Total	Constitution d'un comité éthique indépendant
Total	Eléments de rémunérations liés aux indicateurs de sécurité industrielle
Total	Engagement en faveur du label diversité
Total	Présence d'un représentant des salariés au sein du comité de rémunération
Total	Modification statutaire afin d'adopter le régime de dividende majoré pour les actionnaires détenant depuis plus de 2 ans les actions au nominatif

POURCENTAGE OPCVM INTERNE

Le pourcentage d'OPCVM internes détenus au 31/12/2013 est égal à 0 % de l'actif net.

ACTIF MOYEN

L'actif moyen du FCPE sur l'exercice a été de 650 920,22 euros.

TABLEAU RECAPITULATIF DES FRAIS FACTURES AU COURS DU DERNIER EXERCICE

Frais de fonctionnement et de gestion	0,678%
Coût induit par l'investissement dans d'autres OPCVM ou fonds d'investissement	1,089%
Ce coût se détermine à partir :	
- des coûts liés à l'achat d'OPCVM et fonds d'investissement	1,089%
- déduction faite des rétrocessions négociées par la société de gestion et l'OPCVM investisseur	0,000%
Autres frais facturés à l'OPCVM	0,083%
Ces autres frais se composent en :	
- commissions de surperformance	0,000%
- frais de transaction	0,083%
Total facturé à l'OPCVM au cours du dernier exercice clos	1,850%
Total des frais facturés à l'entreprise au cours du dernier exercice clos	0,000%

L'ensemble des frais est exprimé en % annualisé de l'actif moyen de l'OPCVM = Valeur moyenne sur l'exercice de l'actif calculé aux dates d'établissement de la VL.



Etats financiers

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Fonds Commun de Placement d'entreprise UBS DIVERSIFIE

HUMANIS GESTION D'ACTIFS
139 - 147 rue Paul Vaillant Couturier, 92240 MALAKOFF.

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels
Exercice clos le 31/12/2013

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par le l'organe de direction de la société de gestion du fonds **UBS DIVERSIFIE**, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31/12/2013 sur :

- le contrôle des comptes annuels du fonds commun de placement d'entreprise, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par la société de gestion. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1 - OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France, ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'OPCVM à la fin de cet exercice.

2 - Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L.823.9 du Code de commerce, relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par l'OPCVM et décrits dans la note « Règles et méthodes comptables » de l'annexe, nous avons notamment vérifié la correcte application des méthodes d'évaluation retenues pour les instruments financiers en portefeuille.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion sans réserve, exprimée dans la première partie de ce rapport.

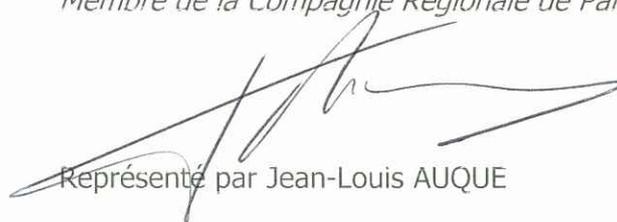
3 - Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport annuel et dans les documents adressés aux porteurs de parts sur la situation financière et les comptes annuels.

Fait à Paris, le 26 mars 2014

AUVECO
Commissaire aux Comptes
Membre de la Compagnie Régionale de Paris



Représenté par Jean-Louis AUQUE

BILAN ACTIF AU 31/12/2013 EN EUR

	31/12/2013	31/12/2012
Immobilisations nettes	0,00	0,00
Dépôts	0,00	0,00
Instruments financiers	632 128,11	661 930,49
Instruments financiers de l'entreprise ou des entreprises liées	0,00	0,00
Négoiciées sur un marché réglementé ou assimilé	0,00	0,00
Non négoiciées sur un marché réglementé ou assimilé	0,00	0,00
Actions et valeurs assimilées	122 806,90	91 231,90
Négoiciées sur un marché réglementé ou assimilé	122 806,90	91 231,90
Non négoiciées sur un marché réglementé ou assimilé	0,00	0,00
Obligations et valeurs assimilées	118 281,47	43 267,59
Négoiciées sur un marché réglementé ou assimilé	118 281,47	43 267,59
Non négoiciées sur un marché réglementé ou assimilé	0,00	0,00
Titres de créances	0,00	0,00
Négoiciées sur un marché réglementé ou assimilé	0,00	0,00
Titres de créances négociables	0,00	0,00
Autres titres de créances	0,00	0,00
Non négoiciées sur un marché réglementé ou assimilé	0,00	0,00
Organismes de placement collectif	391 039,74	527 431,00
OPCVM européens coordonnés et OPCVM français à vocation générale	347 578,42	460 552,12
OPCVM réservés à certains investisseurs - FCPR - FCIMT	43 461,32	66 878,88
Fonds d'investissement et FCC cotés	0,00	0,00
Fonds d'investissement et FCC non cotés	0,00	0,00
Opérations temporaires sur titres	0,00	0,00
Créances représentatives de titres reçus en pension	0,00	0,00
Créances représentatives de titres prêtés	0,00	0,00
Titres empruntés	0,00	0,00
Titres donnés en pension	0,00	0,00
Autres opérations temporaires	0,00	0,00
Instruments financiers à terme	0,00	0,00
Opérations sur un marché réglementé ou assimilé	0,00	0,00
Autres opérations	0,00	0,00
Autres instruments financiers	0,00	0,00
Créances	991,20	991,20
Opérations de change à terme de devises	0,00	0,00
Autres	991,20	991,20
Comptes financiers	17 235,80	0,00
Liquidités	17 235,80	0,00
Total de l'actif	650 355,11	662 921,69

BILAN PASSIF AU 31/12/2013 EN EUR

	31/12/2013	31/12/2012
Capitaux propres		
Capital	613 215,51	658 480,94
Plus et moins-values nettes antérieures non distribuées (a)	0,00	0,00
Report à nouveau (a)	0,00	0,00
Plus et moins-values nettes de l'exercice (a,b)	31 242,45	0,00
Résultat de l'exercice (a,b)	5 410,92	1 637,94
Total des capitaux propres	649 868,88	660 118,88
<i>(= Montant représentatif de l'actif net)</i>		
Instruments financiers	0,00	0,00
Opérations de cession sur instruments financiers	0,00	0,00
Opérations temporaires sur titres	0,00	0,00
Dettes représentatives de titres donnés en pension	0,00	0,00
Dettes représentatives de titres empruntés	0,00	0,00
Autres opérations temporaires	0,00	0,00
Instruments financiers à terme	0,00	0,00
Opérations sur un marché réglementé ou assimilé	0,00	0,00
Autres opérations	0,00	0,00
Dettes	486,23	483,94
Opérations de change à terme de devises	0,00	0,00
Autres	486,23	483,94
Comptes financiers	0,00	2 318,87
Concours bancaires courants	0,00	2 318,87
Emprunts	0,00	0,00
Total du passif	650 355,11	662 921,69

(a) Y compris comptes de régularisation

(b) Diminués des acomptes versés au titre de l'exercice

HORS-BILAN AU 31/12/2013 EN EUR

	31/12/2013	31/12/2012
Opérations de couverture		
Engagements sur marchés réglementés ou assimilés		
Total Engagements sur marchés réglementés ou assimilés	0,00	0,00
Engagements de gré à gré		
Total Engagements de gré à gré	0,00	0,00
Autres engagements		
Total Autres engagements	0,00	0,00
Total Opérations de couverture	0,00	0,00
Autres opérations		
Engagements sur marchés réglementés ou assimilés		
Total Engagements sur marchés réglementés ou assimilés	0,00	0,00
Engagements de gré à gré		
Total Engagements de gré à gré	0,00	0,00
Autres engagements		
Total Autres engagements	0,00	0,00
Total Autres opérations	0,00	0,00

COMPTE DE RESULTAT AU 31/12/2013 EN EUR

	31/12/2013	31/12/2012
Produits sur opérations financières		
Produits sur dépôts et sur comptes financiers	0,00	0,00
Produits sur actions et valeurs assimilées	1 825,95	2 671,50
Produits sur obligations et valeurs assimilées	8 150,59	3 469,75
Crédits d'impôt	0,00	0,00
Produits sur titres de créances	0,00	0,00
Produits sur acquisitions et cessions temporaires de titres	0,00	0,00
Produits sur instruments financiers à terme	0,00	0,00
Autres produits financiers	0,00	0,00
Total (I)	9 976,54	6 141,25
Charges sur opérations financières		
Charges sur acquisitions et cessions temporaires de titres	0,00	0,00
Charges sur instruments financiers à terme	0,00	0,00
Charges sur dettes financières	0,00	0,00
Autres charges financières	0,00	0,00
Total (II)	0,00	0,00
Résultat sur opérations financières (I-II)	9 976,54	6 141,25
Autres produits (III)	0,00	0,00
Frais de gestion et dotations aux amortissements (VI)	-4 416,46	-4 363,92
Frais de gestion pris en charge par l'entreprise (V)	0,00	0,00
Résultat net de l'exercice (L. 214-17-1) (I - II + III - IV + V)	5 560,08	1 777,33
Régularisation des revenus de l'exercice (V)	-149,16	-139,39
Acomptes sur résultat versés au titre de l'exercice (VII)	0,00	0,00
Résultat (I - II + III - IV +/- V - VI)	5 410,92	1 637,94

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels sont présentés sous la forme prévue par le règlement CRC n°2003-02 du 02 octobre 2003 relatif au plan comptable des OPCVM, homologué par l'arrêté ministériel du 16 décembre 2003, complété par le règlement n°2005-07 du 03 novembre 2005 et le règlement du CRC 2011-05 du 10 novembre 2011.

La devise de la comptabilité est l'Euro.

Lors de chaque valorisation, les actifs des FCPE sont évalués selon les principes suivants :

- Les états financiers intègrent les évolutions réglementaires liées à la nouvelle définition des sommes distribuables qui offre aux OPCVM la possibilité, pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2013, de distribuer en plus des revenus les plus ou moins-values nettes réalisées. La présentation des comptes annuels a été modifiée en conséquence pour les données de l'exercice clos le 31/12/2013. Les données de l'exercice précédent n'ont pas été retraitées.
- Les actions, les obligations et valeurs assimilées françaises sont valorisées sur la base du cours de clôture.
- Les actions, les obligations et valeurs assimilées étrangères sont valorisées sur la base des cours de clôture, convertis en euros suivant le taux de change à Paris le jour de l'évaluation.
- Les parts ou actions d'OPCVM sont évaluées à la dernière Valeur Liquidative connue.
- Les revenus des obligations et titres de créances négociables sont comptabilisés en intérêts courus.
- Les obligations libellées en euro sont évaluées chaque jour de bourse au dernier cours coté du jour de bourse et des intérêts courus calculés le jour J, à J+3, J étant le jour de la valeur liquidative de l'OPCVM : cours de clôture.
Les cours récupérés retenus sont représentatifs du marché au moment de la valorisation.
Cependant les obligations libellées en euro, autres que celles émises par un Etat et pour lesquelles les cours cotés constatés ne paraissent pas correspondre régulièrement à la réalité du marché sont valorisées au taux actuariel de l'OAT équivalent interpolé, augmenté d'une marge, en fonction du risque émetteur et de l'échéance (spread).
- Les obligations non libellées en euro sont évaluées sur la base du cours de clôture coté du jour de bourse et des intérêts courus calculés le jour J, à J+3, J étant le jour de calcul de la valeur liquidative de l'OPCVM, sur leur marché principal, et converties en euros suivant les cours du jour des devises à Paris. Les cours récupérés retenus sont représentatifs du marché au moment de la valorisation.
Cependant les obligations non libellées en euro, autres que celles émises par un Etat et pour lesquelles les cours cotés constatés ne paraissent pas correspondre régulièrement à la réalité du marché sont valorisées au taux actuariel de l'emprunt d'Etat équivalent du pays concerné interpolé, augmenté d'une marge, en fonction du risque émetteur et de l'échéance (spread).
- Les acquisitions et les cessions de titres sont comptabilisées frais de négociation exclus et coupons courus exclus.

- Le résultat de l'exercice est intégralement capitalisé.
- Les commissions de gestion Administrative et Financière sont calculées et provisionnées lors de chaque valeur liquidative.
- Les frais de gestion n'incluent pas les frais de transaction.
- Titres non cotés :
 - **Titres de l'entreprise** : Les titres de capital ou donnant accès au capital de l'entreprise qui ne sont pas admis aux négociations sur un marché réglementé font l'objet d'une évaluation régulière selon les modalités définies aux articles R.442-8 et R.443-8-1 du Code du Travail. La méthode d'évaluation des titres de capital émis par l'entreprise est validée par un expert indépendant conformément à l'article L.443-5 du Code du Travail.
 - **Autres titres** : Evaluation utilisant des méthodes fondées sur la valeur patrimoniale et sur le rendement, prenant en considération les prix retenus lors de transactions significatives récentes.
- Titres de Créance Négociables : pour la valorisation des TCN, Inter Expansion applique trois méthodes de valorisation en fonction de la maturité des instruments.
 - **TCN dont la maturité résiduelle est inférieure ou égale à 92 jours** :
L'évaluation est faite au prix de revient, avec étalement de la décote ou sur cote, sur la durée restant à courir (principes de la méthode de linéarisation)
 - **TCN dont la maturité résiduelle est supérieure à 92 jours** :
Les TCN à taux fixes dont la maturité résiduelle est supérieure à 92 jours sont valorisés au taux EURIBOR publié dans la Cote Officielle, plus ou moins une marge (spread) qui dépend de la qualité de l'émetteur.
Les TCN à taux variables dont la maturité résiduelle est supérieure à 92 jours sont valorisés en fonction d'une marge par rapport à l'EONIA, à partir des prix des contributeurs selon une périodicité hebdomadaire.
- Instruments Financiers à Terme (IFT) listés : les cours utilisés pour la valorisation des IFT listés correspondent aux cours de compensation des chambres de compensation, indiqués sur les avis reçus des compensateurs, et également disponibles sur Bloomberg.
- Swaps de taux d'intérêt : les opérations de swaps de taux d'intérêt sont valorisées selon la méthode du coût de retournement. Pour un portefeuille donné, cette méthode consiste à contracter une opération fictive de swap de taux d'intérêt en sens inverse de celle réalisée par le portefeuille de manière à ce que cette opération vienne neutraliser la première opération.
- Pensions : Conformément au point I de l'article 333-32 – « Opération de pension livrée » du plan comptable OPCVM (Règlement n°2003-02 du 2 octobre 2003 du Comité de la réglementation comptable relatif au plan comptable des organismes de placement collectif en valeurs mobilières OPCVM), cf. ci-dessous, les opérations de pension sont valorisées à leur prix de revient si elles ont une échéance inférieure à 3 mois et à leur prix de marché si leur échéance est supérieure à 3 mois.

Point I du 333-32 – « Opération de pension livrée » du plan comptable OPCVM : les titres reçus en pension livrée sont inscrits à la date d'acquisition au bilan au poste « Créances représentatives des titres reçus en pension » à la valeur contractuelle par la contrepartie du compte de disponibilité concerné.

Pour le calcul de la valeur liquidative, la créance est maintenue à la valeur contractuelle. Toutefois, les opérations de pension à taux fixe, non résiliables à tout moment sans coût ni pénalités pour l'OPCVM, d'une échéance supérieure à trois mois, sont évaluées à la valeur actuelle du contrat. La rémunération de la prise en pension est comptabilisée prorata temporis au poste de bilan « Opérations temporaires sur titres » selon l'un des modes prévus au § 311-3.

- Le montant de la rubrique « capitalisation unitaire » dans le tableau des résultats et autres éléments caractéristiques au cours des cinq derniers exercices est égal à la capitalisation unitaire relative au résultat et aux plus et moins-values nettes de l'exercice.
- Frais à la charge de l'entreprise : néant.

EVOLUTION DE L'ACTIF NET AU 31/12/2013 EN EUR

	31/12/2013	31/12/2012
Actif net en début d'exercice	660 118,88	653 170,14
Commission de souscription à la charge de l'entreprise	0,00	0,00
Souscriptions (y compris les commissions de souscription acquises à l'OPCVM)	9 629,03	8 473,93
Souscriptions RSP	0,00	4 848,40
Souscriptions INTERESSEMENT	0,00	0,00
Souscriptions VOLONTAIRE	3 320,15	851,71
Souscriptions ABONDEMENT	0,00	0,00
Souscriptions ARBITRAGE	6 308,88	2 773,82
Souscriptions TRANSFERT CCB	0,00	0,00
Souscriptions TRANSFERT EXTERNE		
Rachats (sous déduction des commissions de rachat acquises à l'OPCVM)	-68 374,01	-60 519,03
Rachats VOLONTAIRES DES SALARIES	-68 374,01	- 60 519,03
Rachats ARBITRAGE	0,00	0,00
Rachats TRANSFERT EXTERNE	0,00	0,00
Plus values réalisées sur dépôts et instruments financiers	60 274,66	5 373,73
Moins values réalisées sur dépôts et instruments financiers	-28 328,30	-2 405,40
Plus values réalisées sur instruments financiers à terme	0,00	0,00
Moins values réalisées sur instruments financiers à terme	0,00	0,00
Frais de transaction	-538,71	-29,07
Différences de change	0,00	0,00
Variations de la différence d'estimation des dépôts et instruments financiers	11 527,25	54 277,25
<i>Différence d'estimation exercice N</i>	63 820,88	52 293,63
<i>Différence d'estimation exercice N-1</i>	52 293,63	-1 983,62
Variations de la différence d'estimation des instruments financiers à terme	0,00	0,00
<i>Différence d'estimation exercice N</i>	0,00	0,00
<i>Différence d'estimation exercice N-1</i>	0,00	0,00
Distribution de l'exercice antérieur sur plus et moins-values nettes	0,00	0,00
Distribution de l'exercice antérieur sur résultat	0,00	0,00
Résultat net de l'exercice avant compte de régularisation	5 560,08	1 777,33
Acompte(s) versé(s) au cours de l'exercice sur plus et moins-values nettes	0,00	0,00
Acompte(s) versé(s) au cours de l'exercice sur résultat	0,00	0,00
Autres éléments (2)	0,00	0,00
Actif net en fin d'exercice	649 868,88	660 118,88

(2) Le contenu de cette ligne fera l'objet d'une explication précise de la part de l'OPCVM (apports en fusion, versements reçus en garantie en capital et/ou de performance)

COMPLEMENTS D'INFORMATION

► Ventilation par nature juridique ou économique des instruments financiers

Désignation des valeurs	Montant	%
ACTIF		
Instruments financiers de l'entreprise ou des entreprises liées		
Total Instruments financiers de l'entreprise ou des entreprises liées	0,00	0,00
Obligations et valeurs assimilées		
Obligations et val. ass. négo. Marché rég. ou assi	118 281,47	18,20
Total Obligations et valeurs assimilées	118 281,47	18,20
Titres de créances		
Total Titres de créances	0,00	0,00
Total ACTIF	118 281,47	18,20
PASSIF		
Cessions		
Total Cessions	0,00	0,00
Total PASSIF	0,00	0,00
HORS BILAN		
Opérations de couverture		
Total Opérations de couverture	0,00	0,00
Autres opérations		
Total Autres opérations	0,00	0,00
Total HORS BILAN	0,00	0,00

► **Ventilation par nature de taux des postes d'actif, de passif et de hors bilan**

	Taux fixe	%	Taux variable	%	Taux révisable	%	Autres	%
Actif								
Dépôts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Instruments financiers de l'entreprise ou des entreprises liées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Obligations et valeurs assimilées	118 281,47	18,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Titres de créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations temporaires sur titres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Comptes financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17 235,80	2,65
Passif								
Opérations temporaires sur titres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Comptes financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Hors-bilan								
Opérations de couverture	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres opérations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

► **Ventilation par maturité résiduelle des postes d'actif, de passif et de hors bilan**

	< 3 mois	%]3 mois - 1 an]	%]1 - 3 ans]	%]3 - 5 ans]	%	> 5 ans	%
Actif										
Dépôts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Instruments financiers de l'entreprise ou des entreprises liées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Obligations et valeurs assimilées	0,00	0,00	10 843,89	1,67	56 300,35	8,66	0,00	0,00	51 137,23	7,87
Titres de créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations temporaires sur titres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Comptes financiers	17 235,80	2,65	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Passif										
Opérations temporaires sur titres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Comptes financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Hors-bilan										
Opérations de couverture	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres opérations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

► **Ventilation par devise de cotation ou d'évaluation des postes d'actif, de passif et de hors bilan**

	Devise 1 USD	% USD	Devise 2	%	Devise 3	%	Devise N	%
Actif								
Dépôts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Instruments financiers de l'entreprise ou des entreprises liées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Actions et valeurs assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Obligations et valeurs assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Titres de créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
OPC	50 484,53	7,77	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations temporaires sur titres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Comptes financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Passif								
Opérations de cession sur instruments financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations temporaires sur titres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dettes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Comptes financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Hors-bilan								
Opérations de couverture	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres opérations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

► **Créances et dettes : ventilation par nature**

	31/12/2013
Créances	
Coupons et dividendes à recevoir	991,20
Total créances	991,20
Dettes	
Commission de gestion administrative à payer	-321,13
Honoraires CAC à payer	-165,10
Total dettes	-486,23
Total	504,97

► Capitaux propres

▪ Nombre de titres émis ou rachetés

	En parts	En montant
Parts ou Actions Souscrites durant l'exercice	3 002,437	9 629,03
Parts ou Actions Rachetées durant l'exercice	-21 562,559	-68 374,01
Solde net des Souscriptions Rachats	-18 560,122	-58 744,98
Nombre de Parts ou Actions en circulation à la fin de l'exercice	196 966,374	

▪ Commissions de souscription et/ou rachat

	En montant
Montant des commissions de souscription et/ou rachat perçues	0,00
Montant des commissions de souscription perçues	0,00
Montant des commissions de rachat perçues	0,00
Montant des commissions de souscription et/ou rachat rétrocédées	0,00
Montant des commissions de souscription rétrocédées	0,00
Montant des commissions de rachat rétrocédées	0,00
Montant des commissions de souscription et/ou rachat acquises	0,00
Montant des commissions de souscription acquises	0,00
Montant des commissions de rachat acquises	0,00

▪ Frais de gestion

	31/12/2013
Pourcentage de frais de gestion fixes	0,678
Frais de fonctionnement et de gestion (frais fixes)	4 416,46
Commission de surperformance (frais variables)	
Rétrocessions de frais de gestion	

▪ Engagements reçus et donnés

	31/12/2013
- Garanties reçues par l'OPCVM	0,00
- dont garanties de capital	0,00
- Autres engagements reçus	0,00
- Autres engagements donnés	0,00

▶ Autres informations

- Valeurs actuelles des instruments financiers faisant l'objet d'une acquisition temporaire

	31/12/2013
Titres acquis à réméré	0,00
Titres pris en pension livrée	0,00
Titres empruntés	0,00

- Valeurs actuelles des instruments financiers constitutifs de dépôts de garantie

	31/12/2013
Instruments financiers donnés en garantie et maintenus dans leur poste d'origine	0,00
Instruments financiers reçus en garantie et non inscrits au bilan	0,00

- Instruments financiers du groupe détenus en portefeuille

	31/12/2013
Actions	0,00
Obligations	0,00
TCN	0,00
OPCVM	0,00
Instruments financiers à terme	0,00
Total des titres du groupe	0,00

► **Tableau d'affectation du résultat**

Acomptes sur résultat versés au titre de l'exercice					
	Date	Montant total	Montant unitaire	Crédits d'impôt totaux	Crédits d'impôt unitaire
Total acomptes		0	0	0	0

Acomptes sur plus et moins-values nettes versés au titre de l'exercice					
	Date	Code part	Libellé part	Montant total	Montant unitaire
Total acomptes				0	0

Tableau d'affectation des sommes distribuables afférentes au résultat	31/12/2013	31/12/2012
Sommes restant à affecter		
Report à nouveau	0,00	0,00
Résultat	5 410,92	1 637,94
Total	5 410,92	1 637,94
Affectation		
Distribution	0,00	0,00
Report à nouveau de l'exercice	0,00	0,00
Capitalisation	5 410,92	1 637,94
Total	5 410,92	1 637,94
Informations relatives aux actions ou parts ouvrant droit à distribution		
Nombres d'actions ou de parts		
Distribution unitaire		
Crédits d'impôt attachés à la distribution du résultat	0,00	0,00

► **Tableau d'affectation des sommes distribuables afférentes au plus et moins-values nettes**

Tableau d'affectation des sommes distribuables afférentes au plus et moins-values nettes	Affectation des plus et moins values nettes	
	31/12/2013	31/12/2012
Sommes restant à affecter		
Plus et moins-values nettes antérieures non distribuées	0,00	
Plus et moins-values nettes de l'exercice	31 242,45	
Acomptes versés sur plus et moins-values nettes de l'exercice	0,00	
Total	31 242,45	
Affectation		
Distribution		
Plus et moins-values nettes non distribuées		
Capitalisation	31 242,45	
Total	31 242,45	
Information relative aux actions ou parts ouvrant droit à distribution		
Nombre d'actions ou parts		
Distribution unitaire		

► **Tableau des résultats et autres éléments caractéristiques de l'entité au cours des cinq derniers exercices**

	31/12/2009	31/12/2010	30/12/2011	31/12/2012	31/12/2013
ACTIF NET					
en EUR	697 230,86	747 814,07	653 170,14	660 118,88	649 868,88
Nombre de titres					
Parts C	240 049,05900	235 801,42100	232 836,99900	215 526,49600	196 966,37400
Valeur liquidative unitaire					
Parts C EUR	2,905	3,171	2,805	3,063	3,299
Distribution unitaire sur plus et moins-values nettes (y compris les acomptes)					
en EUR					
Distribution unitaire sur résultat (y compris les acomptes)					
en EUR					
Capitalisation unitaire					
en EUR	0,01	0,01	0,01	0,01	0,18

► Inventaire

Désignation des valeurs	Devise	Qté Nbre ou nominal	Valeur boursière	% Actif Net
BEKAERT NV	EUR	300	7 716,00	1,19
TOTAL BELGIQUE			7 716,00	1,19
SAFRAN	EUR	390	19 698,90	3,03
TOTAL	EUR	400	17 812,00	2,74
CANAL+	EUR	2 700	16 740,00	2,58
ORANGE SA	EUR	500	4 500,00	0,69
AXAUAP2,50%01/01/14CV	EUR	240	56 340,00	8,67
TOTAL FRANCE			115 090,90	17,71
TOTAL Actions et val. ass. négo. Marché rég. ou assimilé			122 806,90	18,90
AFD 4.615% PERPETUELLE	EUR	50 000	51 137,23	7,87
BPCEGP 9.25 22/04/2015	EUR	50 000	56 300,35	8,66
TOTAL FRANCE			107 437,58	16,53
MICHEL LU 8,625 2014	EUR	10 000	10 843,89	1,67
TOTAL LUXEMBOURG			10 843,89	1,67
TOTAL Obligations et val. ass. négo. Marché rég. ou assi			118 281,47	18,20
FINDLAY PARK	USD	840	43 461,32	6,69
TOTAL ETATS UNIS AMERIQUE			43 461,32	6,69
TOTAL OPCVM à procédure allégée			43 461,32	6,69
CCR TRESORERIE A 2 DEC	EUR	1	31 626,29	4,87
CCR OPPORTUNITY (ex UBS(F)OPPORTUNITY)	EUR	250	43 805,00	6,74
CCR MID CAP EURO	EUR	78	33 376,98	5,14
CCR SM&MID capFRANCE (ex UBS (F) MID CAP	EUR	100	24 127,00	3,71
CCR TRESORERIE B 2DEC	EUR	22	49 335,44	7,59
ECHIQUIERJAPON	EUR	300	44 436,00	6,84
CCR FLEX PATRIMOINE P exUBS (F) FLEXIBLE ALLOCATOR RENDEMENT	EUR	30	35 937,60	5,53
CCR SPREAD OPP R	EUR	50,368	53 666,10	8,25
TOTAL FRANCE			316 310,41	48,67
TOTAL OPCVM de droit français à vocation générale			316 310,41	48,67
FIRST STATE ASIA PACIFIC LEADERS	EUR	16 000	24 244,80	3,73
TOTAL ROYAUME UNI			24 244,80	3,73
BLACKROCK WORLD GOLD FUNDS	USD	365	7 023,21	1,08
TOTAL ETATS UNIS AMERIQUE			7 023,21	1,08
TOTAL OPCVM européens coordonnés			31 268,01	4,81
COMPTE COURANT BP2S	EUR	17 235,8	17 235,80	2,65
TOTAL FRANCE			17 235,80	2,65
TOTAL Trésorerie disponible			17 235,80	2,65
Frais CaC a rec N	EUR	-165,1	-165,10	-0,03
Frais tot enc sal	EUR	-321,13	-321,13	-0,05
TOTAL FRANCE			-486,23	-0,07
AXAUAP2,50%01/01/14CV	EUR	240	991,20	0,15
TOTAL Autres pays			991,20	0,15
TOTAL Provisions			504,97	0,08
TOTAL Trésorerie			17 740,77	2,73
TOTAL PORTEFEUILLE TITRE			649 868,88	100,00

Date		Nombre de parts en circulation	Valeur Nette d'Inventaire par Part (EUR)
31/12/13	Parts de Classe C	196 966,37400	3,299

	Valeur EUR	% Actif Net
PORTEFEUILLE	632 128,11	97,27
ACTIONS ET VALEURS ASSIMILEES	122 806,90	18,90
OBLIGATIONS ET VALEURS ASSIMILEES	118 281,47	18,20
TITRES DE CREANCES NEGOCIABLES	0,00	0,00
TITRES OPCVM	391 039,74	60,17
OPTIONS		
AUTRES VALEURS MOBILIERES	0,00	0,00
OPERATIONS CONTRACTUELLES	0,00	0,00
OPERATIONS CONTRACTUELLES A L'ACHAT	0,00	0,00
OPERATIONS CONTRACTUELLES A LA VENTE	0,00	0,00
CESSIONS DE VALEURS MOBILIERES	0,00	0,00
OPERATEURS DEBITEURS ET AUTRES CREANCES (DONT DIFFERENTIEL DE SWAP)	991,20	0,15
OPERATEURS CREDITEURS ET AUTRES DETTES (DONT DIFFERENTIEL DE SWAP)	-486,23	-0,07
BANQUES, ORGANISMES ET ETS. FINANCIERS	17 235,80	2,65
DISPONIBILITES	17 235,80	2,65
DEPOTS A TERME	0,00	0,00
EMPRUNTS	0,00	0,00
AUTRES DISPONIBILITES	0,00	0,00
ACHATS A TERME DE DEVICES	0,00	0,00
VENTES A TERME DE DEVICES	0,00	0,00
ACTIF NET	649 868,88	100,00

